

## **Mobilisons-nous dès le 5 décembre pour notre retraite et un avenir sans précarité !**

Ce vendredi 8 novembre en début d'après-midi, un étudiant lyonnais, militant syndical, a tenté de s'immoler par le feu devant le bâtiment du CROUS à Lyon. Par cet acte désespéré et politique, il a voulu alerter sur ses conditions précaires d'étudiant, privé de bourse, dans un système universitaire toujours plus libéralisé.

Son geste met en exergue la situation déplorable dans laquelle se trouve la jeunesse. Son cas n'est pas un cas isolé. La vie étudiante coûte chaque année plus chère aux étudiant-e-s et nous sommes nombreux-ses-x à partager ces conditions intenable. En effet, 1 jeune sur 5 vit en dessous du seuil de pauvreté, 1 étudiant-e sur deux travaille à côté de ses études, 1 étudiant-e sur trois renonce à des soins pour des raisons financières et 1 étudiant-e sur 5 saute des repas plusieurs fois par semaine. Par ailleurs, 3 étudiant-e-s sur 4 se retrouvent exclu-e-s du système d'aides sociales. L'étudiant de Lyon a eu raison de pointer la responsabilité de ce gouvernement dont la politique n'a fait qu'aggraver le quotidien des jeunes.

Cette précarité est un énorme facteur de sélection sociale dans l'Enseignement, frappant en premier lieu les jeunes issu-e-s des milieux populaires et/ou en rupture familiale.

Ces situations de précarité ne s'arrêtent pas une fois les études finies, elles s'étendent tout au long de la vie. Elles touchent également les jeunes non scolarisé-e-s et une partie croissante de la population. Sur le marché du travail, l'ubérisation, la pression exercée sur les salaires, les conditions de travail intenable poussent chaque année des millions de salarié-e-s au burn-out.

Ce que nous promet l'actuel gouvernement avec sa réforme des retraites, c'est rendre encore plus difficile de profiter de quelques années de quiétude après avoir travaillé toute une vie. Nous exprimons notre opposition à ce projet de réforme de retraites par points qui ne va faire qu'augmenter les inégalités, et à sa règle d'or : le blocage des ressources affectées au financement des retraites à leur niveau actuel. Compte tenu de l'augmentation du nombre de retraité-e-s d'environ 50 % sur les 4 prochaines décennies, les jeunes seraient condamné-e-s à choisir entre des pensions indigentes (moins de 50 % du salaire de fin de carrière) ou des durées de cotisation indécentes comprises entre 47 et 59 années ! Nous nous opposons à l'allongement de fait de la durée de cotisation et nous rejetons fermement la clause du grand-père.

Cette libéralisation sauvage de tous les pans de nos existences nous précipite dans une crise qui est simultanément sociale et écologique, dont nous ne sortirons qu'en réaffirmant nos solidarités dans leur pluralité. La précarisation de la société condamne nos avenir, nos retraites et la planète ; nous n'y ferons face qu'en faisant front commun.

### **Pour éradiquer la précarité :**

- **Nous exigeons une allocation d'autonomie permettant aux jeunes de financer leurs études sans avoir besoin de se salarier ni de dépendre de leurs parents.** Personne ne devrait travailler à côté de ses études par obligation de devoir subvenir à ses besoins. A l'heure où le CAC40 verse 90 milliards d'euros de dividendes, le Gouvernement préfère supprimer l'ISF. Alors qu'avec cet argent il serait possible de sortir la jeunesse de la précarité.
- **Nous exigeons le retrait de la réforme des retraites. Nous exigeons pour toutes et tous une retraite à taux plein, à 60 ans, ou 55 ans pour les métiers difficiles.**

- **Nous exigeons la prise en compte des années d'études dans le système de retraites : étudier ou partir à la retraite avant 70 ans, nous ne voulons pas choisir !**
- **Nous exigeons le droit au logement digne pour toutes et tous. Nous réclamons donc la réquisition d'urgence des logements vides pour loger toutes les personnes dans le besoin. Nous réclamons la création de logements étudiants et la rénovation de ceux existants.**
- **Nous exigeons le retrait de : la loi ORE, la hausse des frais d'inscription pour les étudiant·e·s étrangers·ères, la réforme du Bac et le service national universel qui engendrent sélection et inégalités en créant l'incertitude sur l'avenir des jeunes qui ne font pas partie des lycées et universités prestigieuses.**
- **Nous exigeons un meilleur accès à la santé et une augmentation du personnel et des moyens.**
- **Nous exigeons la rémunération obligatoire, à hauteur des qualifications et tendant vers le SMIC, de toutes expériences professionnelles pendant les études (stages, alternances, apprentissages...).**

Pour toutes ces raisons et parce que la jeunesse aspire à conquérir son autonomie et à s'émanciper à travers les études ou son emploi, nous n'accepterons pas les mesures insuffisantes et méprisantes du gouvernement.

**Ainsi, pour exiger une vraie politique en faveur de la jeunesse nos organisations appellent à se mobiliser sur les lieux d'études, à mettre en place des assemblées générales pour décider des suites du mouvement, et à se joindre à la grève interprofessionnelle qui démarrera le 5 décembre.**

**Signataires : UNEF, Réseau Jeune du Parti de Gauche, Jeunes Ecologistes, UNL, Jeunes Insoumis.ses, NPA Jeune, Jeunes Génération.s, Collectif jeunes diplômé·e·s, UGICT-CGT**